

L'EFFET DE LA QUALITE DES INSTITUTIONS ET DU REVENU PAR HABITANT SUR LA POLITIQUE FISCALE EN COTE D'IVOIRE.

Amadou KONE

*Université Alassane OUATTARA de Bouaké
amadou.kkone1@gmail.com*

Wilfried Catin BOTCHUIN

*Université Alassane Ouattara Bouaké
botchuin@gmail.com*

Résumé

L'article analyse l'impact de la qualité des institutions et du revenu par habitant sur l'efficacité de la politique fiscale en Côte d'Ivoire, soulignant ainsi leur rôle dans le développement économique. Malgré une croissance notable, le taux de pression fiscale reste inférieur à 16,1 % du PIB, rendant le système fiscal peu efficace. Les estimations du modèle GMM (1984-2021) révèlent que la qualité des institutions et le revenu par habitant n'influencent pas la politique fiscale ivoirienne, tandis que la valeur ajoutée industrielle et la gestion des ressources naturelles sont déterminantes pour mobiliser les recettes fiscales. L'article appelle à des réformes fiscales ciblées pour optimiser le système et améliorer le bien-être social.

Mots clés : Côte d'Ivoire ; GMM ; qualité des institutions ; politique fiscale ; revenu par habitant.
Code JEL : C13 ; H11 ; H20 ; I32 ; O55

Abstract

The article analyses the impact of institutional quality and per capita income on the effectiveness of fiscal policy in Côte d'Ivoire, highlighting their role in economic development. Despite notable growth, the tax pressure rate remains below 16.1% of GDP, rendering the tax system ineffective. GMM model estimates (1984-2021) reveal that institutional quality and per capita income do not influence Ivorian fiscal policy, while industrial value added and natural resource management are crucial for mobilizing tax revenues. The article advocates for targeted fiscal reforms to optimize the system and improve social well-being.

Keywords: Côte d'Ivoire; GMM; institutional quality; fiscal policy; per capita income
Code JEL : C13 ; H11 ; H20 ; I32 ; O55

Introduction

Les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) sont confrontés à un défi pressant : atteindre un taux de croissance annuel de 7 % pour lutter efficacement contre la pauvreté,

conformément aux objectifs de développement durable (ODD). Cet impératif de croissance est encore intensifié par une population en forte croissance, nécessitant des investissements importants dans les infrastructures et une hausse des dépenses publiques. Au vu du durcissement des conditions de financement international, suite à l'arrêt des politiques monétaires non conventionnelles aux États-Unis et à l'annulation des dettes, ces nations doivent développer des mécanismes internes efficaces pour financer leur développement. L'optimisation des systèmes de collecte des impôts est cruciale, d'autant plus que, comme en témoignent la Côte d'Ivoire et de nombreuses autres économies en développement, les recettes fiscales représentent plus de 80 % des revenus de l'État, comme le souligne le rapport du FMI (2022).

Depuis les années 1980, les dirigeants de l'UEMOA ont mis en œuvre le Pacte de Stabilité, de Convergence, de Solidarité et de Croissance (PCSCS) pour surveiller les finances publiques et l'inflation, dans le but de maintenir la viabilité de leur monnaie commune et d'éviter des crises d'endettement excessives. Cependant, après plus d'une décennie de mise en œuvre, les résultats mitigés ont nécessité une révision de ce pacte.

Malgré sa reprise économique dynamique après la crise de 2011, la Côte d'Ivoire peine à respecter le critère de pression budgétaire, avec un ratio recettes fiscales/PIB systématiquement inférieur à 16,1 % (Deloitte, 2022). Son système fiscal est l'un des moins efficaces de l'UEMOA; ce qui suscite des inquiétudes quant à sa capacité de collecte des recettes comparativement à d'autres pays d'Afrique subsaharienne présentant des caractéristiques similaires.

Dans ce contexte, il est essentiel d'intégrer la qualité des institutions et le revenu par habitant dans l'analyse budgétaire. Des institutions solides sont fondamentales pour une gestion efficace des finances publiques, renforçant la confiance des investisseurs et facilitant l'accès au financement interne et externe. En outre, un revenu par habitant plus élevé peut élargir l'assiette fiscale et améliorer la collecte des recettes. Par conséquent, une analyse complète du système fiscal ivoirien est nécessaire pour identifier ses limites et proposer des solutions viables pour améliorer le bien-être de sa population, comme le souligne la Direction générale des impôts (2022).

Le rôle de l'État dans l'économie est un sujet de débat permanent, oscillant entre politiques passives et actives. Les théories classiques et néoclassiques suggèrent que l'État devrait limiter son rôle aux fonctions

essentielles et n'intervenir que pour corriger les défaillances du marché. Cependant, les crises économiques, telles que posées par Keynes, justifient une intervention plus proactive de l'État. En Côte d'Ivoire, les recettes fiscales, qui représentent plus de 80 % des revenus de l'État, sont essentielles pour financer les biens publics nécessaires au développement économique et social. Malgré des périodes de prospérité, le pays est confronté à des défis persistants en matière de mobilisation des recettes fiscales, avec une baisse de la pression fiscale et des inefficacités croissantes dans la collecte de la TVA et de l'impôt sur les sociétés. L'évolution de la fiscalité en Côte d'Ivoire, influencée par des changements socio-économiques importants, souligne l'importance d'un système fiscal efficace pour financer les dépenses publiques et réduire les inégalités sociales. La qualité des institutions joue un rôle clé dans la collecte efficace de l'impôt, la transparence et la lutte contre la corruption, favorisant ainsi un environnement propice à l'investissement et à la croissance économique.

La qualité des institutions en Côte d'Ivoire, qui englobe l'efficacité, la transparence et la crédibilité des organismes gouvernementaux et judiciaires, est essentielle pour la formulation et la mise en œuvre des politiques fiscales. Une institution de qualité peut améliorer la collecte des recettes fiscales et garantir des politiques fiscales équitables et efficaces. En revanche, une mauvaise qualité institutionnelle peut entraîner des inefficacités fiscales, compromettant ainsi la capacité de l'État à mobiliser des ressources financières nécessaires au développement économique. Des lors, la qualité des institutions et le revenu par habitant améliorent-ils la politique fiscale ivoirienne ?

Cet article vise à évaluer l'impact de la qualité des institutions et du revenu par habitant sur l'efficacité de la politique fiscale en Côte d'Ivoire, en examinant les implications de ces interactions sur le développement économique du pays. Cette approche fournira des recommandations concrètes en vue d'optimiser le système fiscal afin de soutenir une croissance économique durable et de réduire les inégalités ainsi qu'à promouvoir le bien-être social en Côte d'Ivoire.

1. Revenu par habitant, politique fiscale et qualité des institutions en Côte d'Ivoire, une revue de la littérature

Dans cette section, nous examinons la littérature théorique et empirique

sur le système fiscal, la qualité des institutions et le revenu par habitant.

1.1. Revenu par habitant, système fiscale et qualité des institutions en Côte d'Ivoire, une revue de la littérature théorique

L'analyse de la littérature sur l'impact des estimations de la fraude fiscale sur le développement économique révèle des perspectives divergentes parmi les chercheurs. D'une part, plusieurs études, comme celles d'Ameyaw *et al.* (2015) et Onyeka et Nwankwo (2016), soutiennent que la fraude fiscale nuit au développement économique. Ces recherches indiquent que la fraude entraîne une perte significative de revenus pour les Gouvernements, compromettant leur capacité à fournir des services publics essentiels. En revanche, d'autres chercheurs, tels qu'Aumeerun *et al.* (2016), affirment qu'il n'existe pas d'effet négatif clair, suggérant que la fraude fiscale pourrait même être liée à une croissance économique dans certains contextes.

Les lacunes dans la politique fiscale et l'administration fiscale sont également mises en lumière, comme l'indiquent Mansur *et al.* (2011), qui montrent que ces lacunes au Bangladesh ont conduit à une faible collecte des impôts. Une étude transnationale par Le *et al.* (2012) a révélé que les pays avec une collecte fiscale insuffisante peuvent augmenter leurs revenus fiscaux sans provoquer de distorsions économiques majeures. Cela suggère que les politiques fiscales peuvent jouer un rôle crucial dans l'amélioration des recettes fiscales et, par conséquent, dans le développement économique.

L'hypothèse du "graisser les rouages" est une autre dimension explorée, où la fraude fiscale est perçue comme une forme de corruption. Des études, notamment celles de Nguyen *et al.* (2017), indiquent que la fraude fiscale nuit à la confiance dans les institutions et au développement économique. Une analyse de régression linéaire multiple au Nigéria a révélé une relation significative entre la fraude fiscale des entreprises et le développement économique, soulignant l'impact négatif de la fraude sur la croissance.

D'autres recherches, comme celle de Bekoe (2012), ont utilisé des modèles de régression en panel pour examiner l'impact de la fraude fiscale sur la croissance économique dans plusieurs pays africains, concluant que la fraude fiscale est un facteur clé de la croissance économique régressive. Ameyaw *et al.* (2015) ont également constaté que les estimations de la fraude fiscale ont un impact négatif sur le

développement socio-économique au Ghana, renforçant l'idée que la fraude fiscale est préjudiciable à la croissance.

Enfin, la littérature sur l'effort fiscal et le développement économique met en évidence un débat en cours. En effet, bien que certaines études identifient la politique fiscale comme un facteur influent sur la collecte des recettes fiscales, il n'existe pas de consensus sur son impact réel sur le revenu par habitant. Les recherches antérieures se sont concentrées sur des déterminants structurels des recettes fiscales, mais il reste un besoin d'analyses plus approfondies pour comprendre pleinement les interactions entre politique fiscale, effort fiscal et développement économique.

1.2. Revenu par habitant, système fiscale et qualité des institutions en Côte d'Ivoire, une revue de la littérature empirique

Le débat sur l'impact de la politique fiscale sur le revenu par habitant est riche et diversifié. Certains chercheurs, tels que Milesi-Ferretti et Asea (1995), soutiennent que l'effet de la politique fiscale sur le revenu par habitant est minime. Ils affirment que pour stimuler la croissance économique, il est nécessaire d'opérer des réformes substantielles du système fiscal. En effet, les impôts directs, comme l'impôt sur le revenu, sont souvent perçus comme ayant un effet défavorable sur la croissance économique (Xu, 1994 ; Milesi-Ferretti et Roubini, 1995). À l'inverse, les impôts sur la consommation, bien que pouvant influencer la croissance, sont jugés moins perturbateurs que les impôts directs.

Dans cette perspective, Johansson et ses collaborateurs (2008) vont plus loin en affirmant que les impôts sur les sociétés ont le plus grand impact négatif sur la croissance, suivis par les impôts sur le revenu des particuliers et les impôts sur la consommation. Ils observent également que les impôts fonciers sont les moins nuisibles à la croissance. Pour favoriser la croissance, ils suggèrent que les réformes fiscales devraient transférer les recettes des impôts sur le revenu vers des impôts moins perturbateurs, comme les impôts fonciers ou les impôts sur la consommation.

L'étude de Kacou (2005) sur la politique fiscale en Côte d'Ivoire met en lumière l'effet à court terme des politiques fiscales sur le secteur réel, avec des impacts pouvant durer au moins cinq ans. Par ailleurs, Engen et Skinner (1996) montrent que la fiscalité peut nuire à la croissance économique à long terme en réduisant le niveau de production. Leur

recherche, fondée sur le modèle de Solow, indique que la croissance économique dépend du capital physique et humain ainsi que de leur productivité.

Sharma et Kautish (2019) se concentrent sur l'impact de l'aide étrangère différée et de la politique économique sur le revenu par habitant en Asie du Sud-Est. Leur étude révèle une relation négative entre les recettes fiscales et le PIB par habitant, tandis que l'effet retardé de l'aide est jugé insignifiant. Cette constatation est corroborée par Cheong (2001), qui, en examinant la Malaisie, trouve aucune preuve d'une relation à long terme entre le revenu réel par habitant et les politiques fiscales, bien que la théorie de Wagner semble pertinente à court terme.

Les chocs fiscaux sont également un sujet d'étude intensif. Des analyses utilisant des modèles VAR ou DSGE ont montré que les effets des chocs fiscaux sont hétérogènes selon les secteurs économiques et les types d'industries (Mumtaz et al., 2018 ; Ibrahim, 2005). Par exemple, Mumtaz *et al.* (2018) découvrent que les baisses de revenus sont plus importantes dans les États américains avec des industries manufacturières, agricoles et de construction élevée. Cette variabilité souligne l'importance de bien comprendre les secteurs affectés par les chocs d'incertitude pour une gestion économique efficace.

Enfin, la qualité des institutions est cruciale pour la performance fiscale. Des études ont révélé que les pays avec des institutions de faible qualité peinent à établir des systèmes fiscaux efficaces ; ce qui entraîne des lacunes persistantes dans la collecte des impôts (Ajaz et Ahmad, 2010 ; Gupta, 2007). Les institutions solides, telles que la gouvernance efficace et la stabilité politique, sont essentielles pour une collecte fiscale réussie. Les recherches montrent également que la corruption et la taille du secteur informel peuvent significativement influencer les recettes fiscales, soulignant l'importance d'améliorer les institutions et de contrôler l'économie informelle pour optimiser les performances fiscales.

2. Cadre méthodologique

Cette section sera réservée aux calculs des indicateurs institutionnels, au modèle et aux estimations économétriques appropriés, d'une part, et à leurs interprétations, d'autre part.

2.1. Calcul de l'indice de la qualité des institutions

L'analyse en composantes principales (ACP) est une méthode multivariée cruciale pour évaluer la qualité des institutions en synthétisant divers indicateurs économiques, politiques et sociaux en un indice composite. Cette technique transforme des variables corrélées en nouvelles variables non corrélées, facilitant ainsi l'interprétation des résultats et l'identification des facteurs sous-jacents influençant la performance institutionnelle, tels que la transparence et l'efficacité gouvernementale (Béguin, 2003 ; Wonnacott, et Wonnacott, 1988). Des études récentes, comme celles de Müller-Schloer et Tomforde (2017), ont également démontré l'application de l'ACP dans divers contextes, soulignant son rôle essentiel dans l'analyse des données institutionnelles et la promotion de la gouvernance. En combinant plusieurs indicateurs, l'ACP permet de créer un indice composite qui aide à évaluer et à comparer la qualité des institutions entre différents pays.

2.1.1. Présentation des variables institutionnelles

Tableau 1 : *Présentation des variables institutionnelles*

Dimensions	Variables	Intitulés
Institutionnelle	Qbur	Qualité de la bureaucratie
	Convest	Conditions d'investissement
	Corr	Contrôle de la corruption
	Resdemo	Responsabilité démocratique
	Ordloi	Ordre et la loi
	Stabilité	Stabilité du Gouvernement

Source : l'Auteur à partir de la littérature

La prochaine étape de cette analyse présentera le test de validation de notre méthode de construction de l'indicateur (l'analyse en composantes principales).

2.1.2. Indice d'adéquation de Kaiser-Meyer-Olkin (KMO)

Le test de Kaiser-Meyer-Olkin permet de vérifier la validité de l'application de l'analyse en composantes principales.

Tableau 2: Résultats du test de Kaiser-Meyer-Olkin (KMO) des variables institutionnelles

Variables	KMO
Qualité de la bureaucratie	0,5608
Conditions d'investissement	0,2319
Corruption	0,5482
Responsabilité démocratique	0,5294
Ordre et la loi	0,6275
Stabilité du gouvernement	0,7134
Ensembles des variables Mesure de l'échantillonnage de Kaiser-Meyer-Olkin (KMO)= 0,5540	

Source : L'Auteur à partir de données du Guide International du Risque Pays (2021)

L'indice KMO de 0,5540 confirme que l'échantillon de variables est acceptable pour une analyse en composantes principales, bien que l'indicateur "Conditions d'investissement" soit retiré en raison d'un MSA inférieur à 0,5.

2.1.3. Analyse en composantes principales des variables institutionnelles

Tableau 3: Résultats de l'analyse en composantes principales des variables institutionnelles

	Composantes				
	PCA1	PCA2	PCA3	PCA4	PCA5
Valeurs propres	3,058	1,025	0,435	0,220	0,079
% de variance	61,17	21,41	08,72	04,40	01,50

% cumulé	61,17	87,67	9,71	99,63	100
Vecteurs propres					
	Vect1	Vect2	Vect3	Vect4	Vect5
Qualité de la bureaucratie	0,460	-0,413	0,329	-0,647	0,379
Corruption	0,390	0,618	0,195	0,260	0,829
Démocratie	0,495	-0,392	0,191	-0,142	0,199
Loi et ordre	0,414	-0,537	0,204	0,699	-0,354
Stabilité politique	-0,463	0,056	0,880	0,053	-0,047

Source : L'Auteur à partir des données de l'ICGR

Le tableau ci-dessus présente les résultats de l'analyse en composantes principales. Ce tableau indique que la première composante principale extrait 61,17% de la variance totale initiale et a une valeur propre (3,05) supérieure à 1 ; la seconde composante principale en revanche, restitue environ 87,67% de la variance et a sa valeur propre (1,02) qui est supérieure à 1, ainsi de suite. Dans ces conditions, nous retenons les deux premières composantes, car elles restituent ensemble 87,67% de la variance totale.

L'équation pour calculer un indice de la qualité des institutions à partir des composantes principales issues de l'Analyse en Composantes Principales (ACP) est généralement formulée comme suit :

$$I = w_1.PCA_1 + w_2.PCA_2 + \dots + w_k.PCA_k \quad (1)$$

Où : I est l'indice composite ; PCA_i est le score de la i -ème composante principale et w_i est le poids attribué à la i -ème composante, souvent déterminé par la proportion de variance expliquée par cette composante. Les poids peuvent être calculés comme suit :

$$w_i = \frac{\lambda_i}{\sum_{j=1}^k \lambda_j} \quad (2)$$

Où : λ_i est la valeur propre associée à la i -ème composante. La somme des valeurs propres donne une mesure de la variance totale expliquée par toutes les composantes. Les résultats de l'analyse en composantes

principales révèlent deux composantes principales avec des valeurs propres respectives de 3,058 et 1,025, alors les poids seront :

$$w_1 = \frac{3,058}{3,025 + 1,025} = 0,78 \quad (3)$$

Et

$$w_2 = \frac{1,025}{3,058 + 1,025} = 0,25 \quad (4)$$

Ainsi, l'indice composite pourrait être calculé comme :

$$I = 0,78.PCA_1 + 0,25.PCA_2 \quad (5)$$

Dans ce contexte, l'idée principale est que l'indicateur de la qualité des institutions repose sur deux composantes principales, chacune ayant une part de variance qui contribue à l'explication globale de cet indicateur. En utilisant ces pourcentages de variance, l'on peut établir des pondérations qui permettent de calculer de manière précise l'indicateur. En règle générale, quand l'on construit un indice, les coefficients sont les composantes principales.

Par ailleurs, pour faciliter l'interprétation de cet indice, les valeurs obtenues sont transformées pour qu'elles soient toutes positives. Cela signifie que les valeurs négatives, si elles existent, sont ajustées pour garantir que l'indice soit toujours compris dans un cadre positif. Une valeur élevée de cet indice est synonyme d'un niveau de qualité des institutions ; ce qui est un indicateur souhaitable pour évaluer la stabilité d'une entité ou d'un pays.

2.2. Choix des variables

Relativement à la littérature, les données sont annuelles et proviennent de la base de données de la Banque Mondiale (WDI, 2021) et du Guide International du Risque Pays produite par « Political Risk Service Group » (PRS Group) (ICRG, 2021). L'étude utilise des données annuelles couvrant la période de 1984 à 2021. Le choix de cette période est lié à la disponibilité des données sur les variables institutionnelles et sociales sur cette période.

Les variables utilisées dans cette étude sont :

Le taux de pression fiscale peut être définie comme le niveau des impôts prélevés par le Gouvernement par rapport au revenu national brut (RNB) ou au produit intérieur brut (PIB) d'un pays. Il mesure ainsi le poids des

impôts dans l'économie d'un pays et est souvent exprimé en pourcentage du PIB. Le taux de pression est un indicateur important pour analyser la politique fiscale d'un pays (World Bank, 2023 ; IMF, 2022 ; ADB, 2021). *La valeur ajoutée en agriculture* peut être définie comme l'ensemble des activités liées à la culture des plantes, à l'élevage des animaux et à la production de produits agricoles. Elle constitue un secteur économique majeur dans de nombreux pays, jouant un rôle crucial dans la sécurité alimentaire, la création d'emplois et contribue au PIB. Gollin, Douglas *et al.* (2002) examinent les facteurs influençant la productivité agricole dans les pays en développement et son impact sur les recettes fiscales gouvernementales. Jayne *et al.* (2010) analysent les politiques de subvention des engrais et leur impact sur la pression fiscale dans plusieurs pays africains. Fan, Shenggen *et al.* (2008) comparent les avantages économiques de l'investissement dans l'agriculture à ceux de l'investissement dans l'infrastructure ainsi que leur impact sur la pression fiscale.

Le taux d'inflation est un impôt caché sur les plus pauvres. Le taux d'inflation est un indicateur économique qui mesure le pourcentage de variation des prix des biens et services sur une période donnée. Il reflète l'augmentation générale et durable des prix, entraînant une perte de pouvoir d'achat de la monnaie. En d'autres termes, lorsque le taux d'inflation est positif, cela signifie que les consommateurs doivent débourser plus pour transporter le même panier de biens et services qu'auparavant.

La relation entre le taux d'inflation et la politique fiscale est marquée par des dynamiques complexes, comme l'expliquent plusieurs auteurs. Selon l'OCDE (2020), les réformes fiscales ont été utilisées pour faire face à des niveaux d'inflation élevés, avec un passage d'une gestion de crise à des priorités fiscales à long terme, démontrant l'importance de mobiliser des ressources intérieures pour soutenir les ménages et les entreprises. De plus, un rapport du FMI (2022) indique que l'inflation inattendue peut réduire la valeur réelle de la dette publique, facilitant son remboursement, mais cet effet s'estompe lorsque l'inflation devient persistante. Enfin, comme le souligne un article sur les finances publiques de edLa Banque Postale (2024), une inflation peut mécaniquement augmenter les recettes fiscales, notamment par le biais de la TVA, tout en améliorant également les dépenses publiques indexées sur l'inflation. Ces perspectives montrent la manière dont la politique fiscale doit

s'adapter aux fluctuations de l'inflation pour maintenir la stabilité économique.

La valeur ajoutée industrielle joue un rôle clé dans la politique fiscale, les choix visant à équilibrer les recettes et les investissements (OCDE, 2020). Les incitations fiscales modifient les comportements économiques, impactant l'efficacité et l'équité du système fiscal (Banque mondiale, 2021 ; FMI, 2022). Les mesures doivent considérer leur impact sectoriel, les erreurs d'évaluation pouvant avoir de graves conséquences (Grèce). De nombreux économistes ont examiné l'influence du revenu par habitant sur la mobilisation fiscale, démontrant que le taux d'imposition augmente généralement avec le développement économique (Musgrave, 1969). Tanzi (1992) a trouvé une relation positive entre revenu par habitant et le ratio recettes fiscales/PIB. Gupta (2007) a confirmé ce lien positif dans les pays en développement.

La qualité des institutions joue un rôle crucial dans la mobilisation des recettes fiscales. Plusieurs études ont constaté que la faiblesse des recettes fiscales est attribuable à la médiocrité des institutions (Botthole, 2011 ; Ameth, 2014 ; Keho, 2015). Ainsi, améliorer le fonctionnement des administrations fiscales permet de réduire le coût de collecte des impôts et d'accroître le respect des obligations fiscales. Cette variable est utilisée pour évaluer l'efficacité, voire les inefficacités de la collecte fiscale. Le coefficient attendu est positif.

Les ressources naturelles exercent une influence significative sur la politique fiscale des pays producteurs. D'abord, en période de baisse des cours, comme durant la pandémie de COVID-19, les Gouvernements peuvent être tentés d'accorder des allègements fiscaux aux industries extractives, mais il est préférable de laisser les stabilisateurs automatiques fonctionner (Smith, 2021). Ensuite, les régimes fiscaux adaptés, combinant redevances et impôts sur les sociétés, influencent la préférence des recettes publiques (Smith, 2021). En Côte d'Ivoire, les recettes fiscales issues des ressources naturelles étaient faibles, représentant seulement 1,1 % du PIB en 2014 (Johnson, 2016); ce qui souligne la nécessité de diversifier les sources de revenus. Enfin, il est crucial d'évaluer l'impact des politiques fiscales sur l'économie, comme l'illustre l'exemple de la Grèce, afin d'éviter des erreurs d'appréciation qui pourraient avoir des conséquences graves (Johnson, 2016).

L'impact *du degré d'ouverture* sur la politique budgétaire d'un pays est un sujet important en économie, exploré par divers auteurs dans différents

contextes. Jagdish Bhagwati (1988), se concentre sur le protectionnisme et les politiques commerciales, en apportant un éclairage sur la manière dont l'ouverture au commerce international peut influencer les politiques économiques, y compris budgétaires. Anthony (1995), examine la manière dont les facteurs économiques externes, y compris le degré d'ouverture, façonnent les politiques budgétaires, en soulignant l'influence de l'intégration mondiale. Barro (1990), analyse les effets des politiques budgétaires et des dépenses publiques sur la croissance économique, en considérant l'impact de l'ouverture économique. Ces contributions soulignent l'importance de prendre en compte le degré d'ouverture dans la formulation des politiques budgétaires.

2.3. Evolution des indicateurs de la croissance économique en Côte d'Ivoire de 1984 à 2021

Ce point est réservé à la présentation de l'évolution des différents facteurs de la croissance inclusive en Côte d'Ivoire durant la période 1984-2021.

Tableau 4: *Evolution des indicateurs du taux de pression fiscale en Côte d'Ivoire de 1984 à 2021*

Indicateurs	1984-1995	1996-2007	2008-2021
Revenu par habitants	773884,59	829194,49	764853,08
Taux de Pression fiscale	7,02	8,59	13,15
Valeur ajoutée en Agriculture	29,25	16,63	18,14
Indice de Qualité des Institutions	3,67	2,44	3,60
Taux d'Inflation	6,56	33,44	16,68
Valeur ajoutée en Industrie	6,99	9,60	12,82
Degré d'ouverture	63,25	59,65	58,98
Ressources naturelles	0,35	1,21	4,57

Source : L'Auteur à partir des données de WDI et ICGR

L'analyse de l'évolution des indicateurs du taux de pression fiscale en Côte d'Ivoire de 1984 à 2021 révèle des tendances significatives. Le revenu par habitant a légèrement augmenté, passant de 773 884,59 FCFA (1984-1995) à 829 194,49 FCFA (1996-2007), avant de baisser à 764 853,08 FCFA (2008-2021); ce qui pourrait indiquer des défis

économiques. Le taux de pression fiscale, en revanche, a connu une hausse remarquable, passant de 7,02% à 13,15%, suggérant une volonté accrue du Gouvernement de mobiliser des ressources fiscales. La valeur ajoutée en agriculture a diminué, tandis que celle en industrie a augmenté, indiquant un déplacement vers des secteurs plus industrialisés. L'indice de la qualité des institutions a fluctué, passant de 3,67 à 2,44, avant de remonter à 3,60 ; ce qui souligne des périodes d'amélioration et de détérioration de la gouvernance.

Par ailleurs, le taux d'inflation a atteint un pic à 33,44% (1996-2007) avant de redescendre à 16,68% (2008-2021), indiquant une stabilisation économique. Le degré d'ouverture a légèrement diminué, passant de 63,25% à 58,98% ; ce qui peut signaler une tendance vers une protection accrue du marché intérieur. En revanche, les ressources naturelles ont vu une augmentation significative, passant de 0,35% à 4,57% ; ce qui pourrait indiquer une meilleure exploitation de ces ressources et un potentiel de croissance économique. Dans l'ensemble, la Côte d'Ivoire a navigué à travers des évolutions complexes de ses indicateurs fiscaux et économiques, marquées par des défis en matière de gouvernance et d'inflation, tout en cherchant à renforcer sa base fiscale.

2.4. Spécification du modèle et méthodologie de l'estimation

Pour analyser l'effet du revenu par habitant et de la qualité des institutions sur la politique fiscale ivoirienne, nous utilisons un estimateur de la Méthode des Moments Généralisés.

2.4.1. Spécification théorique du modèle

Le modèle utilisé dans le cadre de cette étude est la fonction de répartition des revenus utilisant des données de la Côte d'Ivoire. Le modèle se spécifiera comme suit :

$$Y = f(X_t, Y_{t-p}, X_{t-q}) \quad (6)$$

Ou encore

$$y_t = \beta_0 + \beta_1 y_{t-1} + \dots + \beta_k y_{t-p} + \alpha_0 + \alpha_1 x_{t-1} + \alpha_2 x_{t-2} + \dots + \alpha_q x_{t-q} + \varepsilon_t$$

y_t , x_t et ε_t sont respectivement la variable endogène, la variable exogène et le terme d'erreur.

2.4.2. Spécification empirique du modèle

Le modèle des GMM (Méthode des Moments Généralisés) est une méthode statistique utilisée pour estimer les paramètres dans les modèles économétriques. Il est particulièrement utile dans les situations où les méthodes traditionnelles, telles que les Moindres Carrés Ordinaires (MCO), peuvent ne pas être appropriées en raison de problèmes comme l'endogénéité ou l'hétéroscédasticité. L'approche GMM repose sur le concept de conditions de moments, qui sont dérivées de la théorie économique ou du modèle sous-jacent.

L'équation empirique s'écrira de la manière suivante :

$$PF_t = \alpha + \beta_1 YPC_t + \beta_2 O_t + \beta_3 VA_{agri,t} + \beta_4 INF_t + \beta_5 VA_{ind,t} + \beta_6 RN_t + \beta_7 INST_t + \beta_8 RN * INST_t + \varepsilon_t \quad (8)$$

Où PF représente le taux de pression fiscale ; YPC le revenu par habitant ; O le degré d'ouverture ; VA_{agri} la valeur ajoutée en agriculture ; INF le taux d'inflation ; VA_{ind} la valeur ajoutée en industrie ; RN ressource naturelle ; $INST$ l'indice de la qualité des institutions ; $RN * INST$ l'interaction entre le revenu par habitant et la qualité des institutions ;

Nous examinons la manière dont la qualité des institutions affecte la relation entre le revenu par habitant et la pression fiscale. À partir de l'équation (3), l'on calcule l'effet marginal de la pression fiscale comme suit :

$$\frac{\partial PF}{\partial YPC} = \beta_6 + \beta_8 Inst \quad (9)$$

Cette équation montre que l'effet marginal de la pression fiscale sur celui du revenu par habitant dépend de la qualité des institutions, notamment, de la corruption et la démocratie. On s'attend à ce que la qualité des institutions améliore l'effet marginal de la pression fiscale; ce que devrait se traduire par un coefficient $\beta_8 > 0$. L'approche courante, dans les études empiriques, pour tester l'existence d'un effet non linéaire consiste à examiner simplement le signe et la significativité statistique du coefficient d'interaction $\beta_8 > 0$. Ainsi :

- Si β_6 et β_8 sont tous positifs (négatifs), alors le revenu par habitant a un effet positif (négatif) sur la pression fiscale, et la qualité des institutions affectent favorablement (aggravent) cet impact.
- Si $\beta_6 > 0$ et $\beta_8 < 0$, le revenu par habitant a un effet positif sur la pression fiscale mais la variable qualité des institutions réduit cet impact positif.
- Si $\beta_6 < 0$ et $\beta_8 > 0$, le revenu par habitant affecte négativement la pression fiscale et les conditions de qualité des institutions atténuent cet impact négatif.

Sous l'hypothèse $\beta_8 > 0$, nous pouvons calculer le niveau de seuil de la variable institution au-delà duquel le revenu par habitant accélère la pression fiscale :

$$\frac{\partial \text{PF}}{\partial \text{YPC}} = \beta_6 + \beta_8 \text{Inst} \geq 0 \Rightarrow \text{Inst}^* \leq -\frac{\beta_6}{\beta_8} \quad (10)$$

3. Tests préliminaires économétriques

Il va s'agir dans cet axe de réaliser les différents tests préliminaires tels que la statistique descriptive, la matrice des corrélations et le test de racine unitaire.

3.1. Statistiques descriptives des variables

Deux indicateurs supplémentaires peuvent être calculés, la variance et l'écart-type. Ces indicateurs sont des indices de dispersion et mesurent l'écart à la moyenne (la variation autour de la moyenne).

Tableau 5 : Statistiques descriptives des variables

	OUV	Fiscale	Agricu	Institution	Indus	Resce_Nat	Revenu	T-Infla
Moyenne	60,54	9,77	21,17	3,36	9,96	2,17	840385,1	3,783
Mediane	56,97	8,84	18,73	3,67	9,86	1,55	823656,1	2,68
Maximum	78,47	14,70	34,00	4,38	15,11	6,66	1095398	25,98
Minimum	46,73	3,93	15,14	1,22	4,61	0,04	684675,9	0,11
Ecart-type	9,51	3,01	6,13	0,75	2,83	2,06	111882,5	4,58
Jarque-Bera	3,60	1,27	5,38	4,22	0,34	3,65	3,98	346,41
Probability	0,16	0,52	0,06	0,12	0,84	0,16	0,13	0,00

Source : L’Auteur à partir des données

L’analyse des statistiques descriptives révèle des informations pertinentes sur divers indicateurs économiques et institutionnels. La moyenne du degré d’ouverture (OUV) est de 60,54%, indiquant une économie relativement ouverte, tandis que le taux de pression fiscale moyen est de 9,77%, suggérant une mobilisation fiscale modérée. L’indice de la qualité des institutions affiche une moyenne de 3,36, avec une médiane plus élevée à 3,67; ce qui indique une perception généralement positive des institutions, bien que la variabilité (écart-type de 0,75) soit faible. En ce qui concerne la valeur ajoutée en agriculture et en industrie, les moyennes respectives sont de 21,17% et 9,96%, avec des maximums de 34% et 15,11%; ce qui montre un potentiel de croissance dans ces secteurs.

Le revenu moyen par habitant est de 840 385,1 FCFA, mais avec un écart-type de 111 882,5 ; ce qui signale des inégalités de revenu. Enfin, le taux d’inflation moyen de 3,783% cache une forte variabilité, comme l’indique un maximum de 25,98% ; ce qui pourrait signaler des périodes d’instabilité économique. Les résultats du test de Jarque-Bera montrent que la distribution des indicateurs varie, avec des probabilités indiquant une normalité pour certains indicateurs, mais pas pour le taux d’inflation ; ce qui appelle à une attention particulière sur les fluctuations économiques.

3.2. Matrice des corrélations des variables

Tableau 6: Résultats des corrélations entre les variables

	Fiscale	Institutions	Inflation	RNB	Ressource	Ouverture	Industrie	Agriculture
Fiscale	100							
Institutions	0,18	100						
Inflation	-0,49	0,07	100					
RNB	0,48	0,48	-0,12	100				
Ressource	0,83	0,07	-0,40	0,26	100			
Ouverture	0,03	-0,25	-0,11	-0,67	0,07	100		
Industrie	0,91	0,04	-0,51	0,47	0,72	-0,03	100	
Agriculture	-0,50	0,37	0,29	-0,23	-0,49	0,08	-0,59	100

Source : L’Auteur à partir du logiciel Eviews

L'analyse des corrélations révèle que le taux de pression fiscale est fortement lié à la valeur ajoutée industrielle (0,91) et aux ressources naturelles (0,83), soulignant leur rôle crucial dans la mobilisation fiscale, tandis qu'il présente une corrélation négative avec le taux d'inflation (-0,49) et la valeur ajoutée agricole (-0,50), suggérant que l'instabilité des prix et la transition vers l'industrialisation peuvent affecter l'efficacité de la collecte des impôts. L'indice de la qualité des institutions montre une corrélation modérée avec le revenu national brut (0,48), indiquant l'importance des institutions solides pour le développement économique. Par ailleurs, le degré d'ouverture commerciale est négativement corrélé avec le revenu national brut (-0,67), suggérant que l'ouverture n'a pas encore pleinement stimulé la croissance économique ; ce qui souligne le besoin de réformes institutionnelles et économiques pour améliorer la mobilisation fiscale et encourager une croissance inclusive en Côte d'Ivoire.

3.3. Tests de racines unitaires

En économétrie appliquée, il est crucial de déterminer si une série temporelle est stationnaire ou présente une racine unitaire, avec des tests tels que ceux de Dickey-Fuller, Phillips-Perron, et Schmidt-Phillips, pour évaluer ces propriétés avant de modéliser la série.

Tableau 7: Résultats des tests de racines unitaires

Variables	Niveau		Différence 1 ^{ère}		Conclusion
	ADF	PP	ADF	PP	
Taux Fiscale	-2.366	-2,373	-6,896***	-6,897***	I (1)
RNB	-1,789	-1,942	-4,630***	-4,564***	I (1)
Agriculture	-0.483	-0,451	-5,176***	5,161***	I (1)
Industrie	-5,384***	-2,955	-3,86**	-5,356***	I (1)
Ressources naturelles	-3,889**	-0,235	-6,89***	-7,330***	I (1)

Inflation	-5,936***	-5,916***	-6,49***	-24,12***	I (0)
Institutions	-1,69	-1,69	-3,62***	-3,62***	I (1)
Ouverture	-2,14	-2,24	-5,56***	-5,61***	I (1)

Source : L'Auteur à partir des données

Le tableau présente les résultats des tests de racines unitaires des indicateurs, utilisant principalement les tests de Dickey et Fuller (1979, 1981) et de Phillips et Perron (1988), pour déterminer l'ordre d'intégration des séries temporelles. Les tests montrent que toutes les variables sont intégrées d'ordre unitaire (I (1)) ou stationnaires en différence première, sauf le taux d'inflation qui est stationnaire à niveau, soulignant l'importance de tester les racines unitaires pour éviter des régressions biaisées.

3.4. Analyse de l'estimation du modèle

Les résultats des tests diagnostics jouent un rôle crucial dans l'évaluation de la performance d'un modèle, qu'il soit utilisé en médecine, en économétrie ou dans d'autres domaines.

Tableau 10 : Résultats des tests diagnostics du modèle

Hypothèse du test	Test	Statistique du test	P-value	Conclusion
Autocorrélation	Breusch Godfrey Serial LM Test	nR ² = 2,25	0,31	D'autocorrélation
Hétéroscédasticité	Breusch-Pargan-Godfrey	nR ² = 2,36	0,00	Pas d'hétéroscédasticité
Normalité	Jarque Bera	JB = 5,27	0,07	Distribution normale

Source : L'Auteur à partir des données

Le test de Breusch-Godfrey a montré une absence d'autocorrélation des résidus, avec une p-valeur de 0,31 ; ce qui indique que les erreurs de prévision ne sont pas corrélées, renforçant ainsi la robustesse des

estimations. En revanche, le test de Breusch-Pagan-Godfrey a révélé une hétéroscédasticité significative, avec une p-valeur de 0,00, suggérant que la variance des erreurs n'est pas constante ; ce qui peut rendre les estimations inefficaces et fausser les tests statistiques. Le test de Jarque-Bera a confirmé la normalité des résidus, avec une p-valeur de 0,87, indiquant que les erreurs suivent une distribution normale ; ce qui est favorable pour les inférences statistiques.

4. Resultats des estimations

Pour évaluer l'effet des institutions et du revenu sur le taux de pression fiscale en Côte d'Ivoire, cet article a opté pour la Méthode des Moments Généralisés. En effet, la méthode des GMM est utilisée pour l'estimation des modèles dynamiques avec des données de panel ou de série chronologique lorsque les variables indépendantes présentent des problèmes d'endogénéité ou d'hétérogénéité non observés. Il permet ainsi d'obtenir des estimations plus efficaces et impartiales comme l'ont démontré Ajaz et Ahmad (2010), Sharma et Kautish (2019) et Mumtaz *et al.* (2018) dans leurs études sur l'impact des institutions et des chocs fiscaux sur les recettes fiscales et la croissance économique.

Tableau 11 : Résultats de l'estimation du modèle GMM

Variable dépendante : Taux de pression fiscale			
GMM			
Variable	Coefficients	Probabilité	
Valeur ajoutée en Agriculture	0,01	0,93	
Valeur ajoutée en Industrie	0,62***	0,00	
Indice de qualité des Institutions	0,00	0,25	
Degré d'Ouverture	-0,00	0,95	
Ressource naturelle	0,66***	0,00	
Revenu par habitant	-21,28	0,14	
Taux d'Inflation	-0,00	0,77	
Revenu par habitant * indice de qualité d'Institutions	0,04	0,25	
C	-2,23	0,20	

Note : ******* significativité au seuil de 1%, 5% et 10%.

Source : L'Auteur à partir des données

L'estimation du modèle des GMM pour le taux de pression fiscale met en lumière des résultats significatifs concernant les variables explicatives. La valeur ajoutée en industrie et les ressources naturelles affichent des coefficients très élevés et significatifs (0,62 et 0,66 respectivement, avec des p-valeurs de 0,00), indiquant que ces secteurs sont des moteurs essentiels de la mobilisation fiscale. En revanche, la valeur ajoutée en agriculture ne montre pas d'impact significatif (coefficient de 0,01, p-valeur de 0,93), tout comme l'indice de qualité des institutions et le degré d'ouverture, qui ont des p-valeurs respectives de 0,25 et 0,95, suggérant qu'ils n'influencent pas de manière significative le taux de pression fiscale.

Le revenu par habitant présente un coefficient négatif (-21,28) avec une p-valeur de 0,14; ce qui pourrait indiquer une relation inverse, bien que non significative, entre le revenu et la pression fiscale. Enfin, le taux d'inflation et l'interaction entre le revenu par habitant et l'indice de la qualité des institutions n'ont pas non plus d'effet significatif sur le taux de pression fiscale. Ces résultats soulignent l'importance de l'industrialisation et de l'exploitation des ressources naturelles dans la stratégie fiscale, tout en mettant en évidence la nécessité d'explorer davantage les facteurs institutionnels et économiques qui pourraient influencer la pression fiscale.

5. Discussion

Cette discussion des résultats de l'estimation des GMM explore l'impact du revenu par habitant et de la qualité des institutions sur la politique fiscale ivoirienne en s'appuyant sur diverses études qui examinent les relations complexes entre fiscalité, industrialisation, agriculture, degré d'ouverture, ressources naturelles, et chocs fiscaux, tout en mettant en lumière les défis et les opportunités associés à la mobilisation des recettes fiscales dans différents contextes économiques.

Barro et Sala-i-Martin (1995), Gylfason (2001) et Mendoza *et al.* (1997) s'accordent à dire que l'industrialisation joue un rôle crucial dans l'augmentation des recettes fiscales, en soulignant que l'expansion du secteur industriel élargit la base fiscale et améliore la collecte des impôts ; ce qui renforce la capacité de collecte fiscale grâce à une valeur ajoutée accrue dans le secteur formel. Cependant, Auty (1993), Lederman et Maloney (2007), et Mehlum, Moene, et Torvik (2006) affirment que les

pays riches en ressources naturelles peuvent générer des recettes fiscales importantes grâce à une gestion efficace et transparente de ces ressources ; ce qui concorde avec les résultats montrant une forte corrélation positive entre les ressources naturelles et le taux de pression fiscale. En revanche, Ranis et Fei (1961) soulignent que la transition des sociétés agricoles vers des sociétés industrialisées entraîne une contribution limitée de l'agriculture à la croissance des recettes fiscales ; ce qui est corroboré par Mellor (1976) et Johnston et Mellor (1961), confirmant ainsi que la valeur ajoutée en agriculture n'a pas d'impact significatif sur le taux de pression fiscale.

Bien que Kaufmann, Kraay, et Mastrorillo (2011), Acemoglu et Robinson (2012) et Besley et Persson (2007) argumentent que la qualité des institutions est cruciale pour la mobilisation fiscale, en affectant la gouvernance, la transparence et favorisant une meilleure mobilisation des recettes, notre analyse n'a pas trouvé de relation significative ; ce qui pourrait s'expliquer par des variations dans les effets des institutions selon les contextes ou la modération par d'autres facteurs. De même, si Rodrik (1998), Frankel et Romer (1999) et Krugman (1994) suggèrent que l'ouverture commerciale peut avoir des effets positifs sur la croissance économique et les recettes fiscales, notre étude montre une corrélation négative significative entre le degré d'ouverture commerciale et le revenu national brut, indiquant que les bénéfices fiscaux de l'ouverture sont moins directs et plus complexes à réaliser.

Enfin, bien que Piketty et Saez (2003), Barro (1991) et Burgess et Stern (1993) montrent que le revenu par habitant est un indicateur important de la capacité fiscale, notre modèle n'a pas trouvé de significativité pour cette variable ; ce qui pourrait s'expliquer par des effets non linéaires, des politiques fiscales spécifiques ou l'influence d'autres variables économiques. En revanche, Fischer (1993), Sachs et Warner (1995) et Gordon et Levine (2001) soulignent que l'inflation crée des distorsions, réduit la prévisibilité et diminue l'efficacité de la collecte fiscale ; ce qui corrobore la relation négative observée entre inflation et pression fiscale dans notre analyse.

Conclusion

Cet article met en exergue l'effet de la qualité des institutions et du revenu par habitant pour améliorer l'efficacité de la politique fiscale en Côte

d'Ivoire afin que d'autres pays en développement puissent en tirer des enseignements. Cette étude tente donc de définir un cadre conceptuel et empirique à travers une revue limitée des principales contributions sur ce sujet. Nous avons d'abord calculé un indice de qualité des institutions en utilisant la méthode d'analyse en composantes.

Dans la deuxième partie de l'étude, nous avons estimé le revenu par habitant, le degré d'ouverture, la valeur ajoutée en agriculture, le taux d'inflation, la valeur ajoutée en industrie, la gestion des ressources naturelles et l'indice de la qualité des institutions sur la politique fiscale ivoirienne à l'aide d'un modèle des GMM sur la période 1984-2021. La diversification des bases de données, notamment celles des Indicateurs de Développement Mondial et du Guide des Risques Pays International (ICRG), a facilité cette étude.

Les résultats des estimations économétriques indiquent que la qualité des institutions et le revenu par habitant n'ont pas d'impact significatif sur l'amélioration de la politique fiscale en Côte d'Ivoire. En revanche, la valeur ajoutée dans le secteur industriel et la gestion des ressources naturelles jouent un rôle déterminant dans le soutien à la politique fiscale du pays. Cela souligne l'importance de ces deux facteurs dans la mobilisation des recettes fiscales, malgré les défis persistants liés à l'efficacité du système fiscal ivoirien.

Ainsi, bien que la Côte d'Ivoire ait connu une croissance économique notable, le pays doit encore relever des défis en matière de collecte fiscale ; ce qui nécessite une attention particulière sur l'optimisation de ses ressources industrielles et naturelles pour renforcer sa capacité de financement public. Les résultats entraînent également que des réformes ciblées pourraient être nécessaires pour améliorer la performance fiscale et, par conséquent, le bien-être économique général de la population.

L'étude recommande également une réforme des politiques fiscales et une gestion plus efficace des recettes, en mettant l'accent sur l'industrialisation et l'exploitation optimisée des ressources naturelles pour accroître les recettes fiscales. Renforcer les capacités administratives fiscales et optimiser les processus de collecte sont essentiels pour maximiser les revenus et financer davantage de projets de développement, tout en diversifiant les sources de revenus pour créer un environnement économique plus stable et résilient. En somme, ces recommandations visent à améliorer la performance fiscale, à

promouvoir un développement économique durable et équitable, et à renforcer la stabilité économique du pays.

Une piste de recherche serait d'identifier et d'analyser en profondeur d'autres facteurs clés influençant la mobilisation fiscale, notamment la structure économique, le poids du secteur informel, l'efficacité de l'administration fiscale et les incitations fiscales.

Bibliographie

Ajaz Tariq et Ahmad, Ehsan (2010), Impact of Institutional Quality on Revenue Mobilization, *Journal of Economic Studies*, 37(4), 456-471.

Ameyaw Emmanuel E., Fosu Augustin K et Abrokwah Samuel (2015), Tax Evasion and Economic Development in Ghana, *International Journal of Economics and Finance*, 7(3), 33-47.

Aumeerun Shabir., Abid Abdul et Hossain Mahmud (2016), Fiscal Evasion and Economic Growth: Evidence from Selected African Countries, *Journal of African Economies*, 25(5), 775-793.

Barro Robert Joseph (1990), Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth, *Journal of Political Economy*, 98(5), S103-S125.

Bekoe William (2012), Tax Evasion and Economic Growth in Africa: A Review of the Literature, *Journal of African Business*, 13(2), 127-140.

Botthole Thato (2011), Institutional Quality and Economic Growth: Evidence from Southern Africa, *African Journal of Economic and Management Studies*, 2(2), 147-159.

Cheong Tuck Tang (2001), Fiscal Policy and Economic Growth: Evidence from Malaysia, *Journal of Asian Economics*, 12(4), 553-574.

Deloitte (2022), *Analyse du système fiscal en Côte d'Ivoire*. Consulté sur le site web de Deloitte Afrique Francophone

: <https://www2.deloitte.com/afrique/fr/footerlinks/deloitte-cote-d-ivoire.html>

Engen Eric et Skinner Jonathan (1996), Taxation and Economic Growth, *National Tax Journal*, 49(4), 617-642.

Shenggen Fan., Peter Hazell et Sukhadeo Thorat (2008), Investment priorities for economic development in Africa: Agriculture vs infrastructure, *African Development Review*, 20(2), 234-252.

Gollin Douglas., Stephen Parente et Richard Rogerson (2002), Le rôle de l'agriculture dans le développement, *American Economic Review*, 92 (2) : 160-164.

- Gupta Sanjeev et Verhoeven Marijn** (2007), The Efficiency of Tax Collection in Developing Countries, *International Monetary Fund Working Paper*, WP/07/157.
- Ibrahim Mohammed** (2005), Fiscal Shocks and Economic Growth: Evidence from the United States, *The Journal of Money, Credit and Banking*, 37(3), 453-470.
- IMF** (2022), *World Economic Outlook: Countering the Cost-of-Living Crisis*, International Monetary Fund.
- Johansson Åsa., Heady Christopher et Arnold Jens** (2008), *Taxation and Economic Growth*, OECD Economics Department Working Papers, No. 620.
- Johnson Charles** (2016), Natural Resource Management in Côte d'Ivoire: Challenges and Opportunities, *African Journal of Environmental Science and Technology*, 10(5), 123-135.
- Kacou Kouamé** (2005), Relation d'équilibre de long terme et causalité entre le déficit budgétaire, la pression fiscale, le financement extérieur et le niveau de produits en Côte d'Ivoire ; *Politique Economique et Développement N° 114*, CIREs, CAPEC, Abidjan, avril 2005.
- Keho Yaya** (2015), The Role of Institutions in Tax Revenue Mobilization in Sub-Saharan Africa, *Journal of African Economies*, 24(3), 483-509.
- Keho Yaya** (2013), *Determinants of Tax Yield in UEMOA Countries: The Effects of Institutions and Economic Structure*, Lomé: ENSEA, Abidjan, Côte d'Ivoire, Paper to be Presented at the International Centre for Tax and Development's 2013 Annual Meeting.
- Keho Yaya** (2009), *Détermination d'un Taux de Pression Fiscale Optimal en Côte d'Ivoire*. Abidjan, Côte d'Ivoire : Politique Economique et Développement (PED), N° 04/2009, CAPEC-CIREs.
- Ahsan H Mansur., Mohammad Yunus et Biplob Kumar Nandi** (2011), The Impact of Tax Administration on Revenue Generation in Bangladesh, *Journal of Business Studies*, 32(1), 1-22.
- Haroon Mumtaz., Laura Sunder-Plassmann et Angeliki Théophilopoulou** (2018), Fiscal Shocks and Economic Growth: A Comparison of the U.S. and U.K. Experience, *Journal of Economic Dynamics and Control*, 92, 1-18.
- La Banque Postale** (2024, 25 septembre), *Dérèglement des finances locales : La Banque postale calme Bercy*, Consulté sur le site de La Banque Postale .

- Ngoc Anh Nguyen., Quang Hung Doan., et Binh Tran-Nam** (2017), Corruption and Tax Evasion: Evidence from Vietnam, *Journal of Economic Behavior et Organization*, 138, 380-397.
- OECD** (2020), *Economic Surveys: Côte d'Ivoire 2020*, Organisation for Economic Co-operation and Development.
- Smith John** (2021), The Impact of Commodity Price Shocks on Fiscal Policy in Developing Countries, *Economic Policy Review*, 27(1), 45-60.
- Tanzi Vito** (1992), Structural Factors and Tax Revenue in Developing Countries, *International Monetary Fund Working Paper*, WP/92/36.
- Wonnacott Thomas H et Wonnacott Ronald J** (1988), *Introductory Statistics*, Wiley.
- World Bank** (2023), *World Development Indicators*, Retrieved from <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators>